

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 28/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

STEF Transport SAINT SEVER

Transports Frigorifiques Européens
ZI d'Aurice - BP 7
40500 Saint-Sever

Références : -

Code AIOT : 0005205773

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/03/2026 dans l'établissement STEF Transport SAINT SEVER implanté Transports Frigorifiques Européens ZI d'Aurice - BP 7 40500 Saint-Sever. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale coordonnée de l'inspection des installations classées et porte sur les produits chimiques présents dans les installations.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STEF Transport SAINT SEVER
- Transports Frigorifiques Européens ZI d'Aurice - BP 7 40500 Saint-Sever
- Code AIOT : 0005205773
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Activité de transport et d'entreposage frigorifiques.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35	Demande d'action corrective	15 jours
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande d'action corrective	7 jours
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Demande d'action corrective	1 mois
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	1 mois
6	Suites de la précédente inspection du 25 septembre 2020	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 54	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
8	Suites de la précédente inspection du 25 septembre 2020	AP Complémentaire du 13/11/2008, article 39 – Point 39.2	Demande d'action corrective	1 mois
9	Suites de la précédente inspection du	AP Complémentaire du 13/11/2008, article 19 – Point 19.1	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	25 septembre 2020			

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet
7	Suites de la précédente inspection du 25 septembre 2020	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39	Sans objet
10	Suites de la précédente inspection du 4 novembre 2015	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58	Sans objet
11	Suites de la précédente inspection du 4 novembre 2015	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet
12	Suites de la précédente inspection du 4 novembre 2015	Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article Annexe I - points 4.3 et 4.9	Sans objet
13	Suites de la précédente inspection du 4 novembre 2015	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Parmi les points d'amélioration relevés, il est à noter en particulier l'absence d'état des stocks des produits chimiques entreposés sur le site et des vérifications à effectuer en ce qui concerne la surveillance de la qualité des eaux rejetées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : <u>Article 31</u> : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. <u>Article 35</u> : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : Lors de l'inspection, les 3 produits suivants ont été sélectionnés : <ul style="list-style-type: none">- diluant pour peinture PPG Thinner 21-06 (atelier),- biocide RCI Magistral (atelier),- lave-glace Pastiglas (atelier mécanique). Les fiches de données de sécurité (FDS) de ces produits sont en français et datent d'après 2020. A noter que les FDS des produits entreposés dans le local atelier ne sont pas présentes sur le lieu. Pour l'atelier mécanique, les FDS sont disponibles sur l'ordinateur.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de mettre à disposition des salariés, sous 15 jours, les FDS des produits entreposés dans le local atelier.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : <ul style="list-style-type: none">a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises [...]

<p>Constats :</p> <p>Des cuvettes de rétention sont présentes au niveau de chaque produit entreposé dans l'atelier et au niveau de l'atelier mécanique. Des rince-yeux et des extincteurs se trouvent à proximité.</p> <p>A noter que le GRV de lave-glace dispose d'un coude, monté sur la vanne en pied de cuve. En cas de problème au niveau de la vanne, tout le liquide pourrait couler en dehors de la cuvette de rétention et s'épancher au sol.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de retirer systématiquement le coude monté sur la vanne en pied de cuve après chaque utilisation ou de déplacer le GRV de manière à ce que le liquide puisse être recueilli dans la cuvette de rétention en cas de problème.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 7 jours</p>

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>Des cuvettes de rétention sont présentes au niveau de chaque produit entreposé dans l'atelier et au niveau de l'atelier mécanique. Leur volume semble adapté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II</p>

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Constats : Par sondage, il n'a pas été constaté d'incompatibilité notable dans l'entreposage des produits chimiques (acide / base ou carburant / comburant), mais l'exploitant n'a pas mené de démarche pour s'en assurer.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant d'identifier, sous un mois, les entreposages incompatibles de produits chimiques sur le site, puis de mettre en œuvre une organisation visant à s'en assurer au quotidien (consignes, affichage...).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : Il n'existe actuellement aucun état des stocks des produits chimiques disponible sur site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de constituer, sous un mois, un état des stocks des produits chimiques présents sur le site, mentionnant a minima : marque/nom commercial, substances, conditionnement, mentions de danger, FDS (lien vers la version française + date de révision), quantités entreposées, lieu d'entreposage. Cet état des stocks devra être actualisé tous les trois mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Formation installations frigorifiques
Prescription contrôlée : L'exploitant doit veiller à la qualification professionnelle et à la formation " sécurité " de son personnel. Une formation spécifique est assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance des installations frigorifiques ainsi qu'au personnel non affecté spécifiquement à celles-ci, mais susceptible d'intervenir dans celles-ci. Cette formation doit notamment comporter : <ul style="list-style-type: none">- toutes les informations utiles sur l'ammoniac ;- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ;- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens de protection et d'intervention affectés à leur établissement. A la demande de l'inspecteur des installations classées, l'exploitant devra justifier les exercices qui ont été effectués ;- un entraînement périodique à la conduite des installations frigorifiques en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci. <u>Constats issus de la précédente inspection du 25 septembre 2020</u> Le compte rendu de l'exercice mené le 5 février 2020 a été remis à l'inspection. Le thème de l'exercice était la simulation d'une fuite de NH ₃ au niveau du compresseur 1 de la salle des machines SDM 7. Celui-ci a mis en exergue certaines pistes d'amélioration : <ul style="list-style-type: none">• Remplacer en urgence les deux scaphandres présentant des fissures de l'écran.• Mise en place de vannes à volant (avec indication du sens de fermeture) pour isoler les équipements sans besoin outillage.• Référencer d'autre matériel scaphandre et ARI, pour la mise en place des bouteilles à l'extérieur.• Améliorer les différents produits de lampe frontale et de ceinture.• Changer les deux manches à air. L'exploitant déclare qu'en réalité un seul des deux scaphandres est à remplacer, et que trois sont donc actuellement disponibles sur le site. Pour le reste, l'exploitant précise que des démarches sont en cours et s'engage à informer la Dreal sur l'avancée du traitement des pistes d'amélioration.
Constats : Les deux scaphandres n'ont pas été remplacés. L'exploitant reconnaît cet écart et propose de récupérer un scaphandre rapidement sur un autre site du groupe, dans l'attente de passer commande. Le matériel de première intervention est aujourd'hui placé dans un autre local à proximité en sous-sol. Concernant les dispositifs d'éclairage, l'exploitant a investi dans des lampes PETZL utilisées notamment par les pompiers. Enfin, les deux manches à air ont été changées récemment suite à la dernière tempête (vu en inspection).

<p>La mise en place de vannes à volant n'a pas été réalisée car les vannes actuellement disposent de bouchons pour confiner le liquide, donc impossible. Des volants mobiles sont cependant présents dans le local en cas de besoin.</p> <p>A noter que la maintenance des installations frigorifiques, ainsi que le dépannage/incident, sont gérés directement par la société Clauger. L'exploitant indique qu'ils n'ont pas à intervenir sur ces installations.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de justifier, sous 15 jours, la mise à disposition effective sur site d'au moins un scaphandre en bon état d'utilisation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 7 : Suites de la précédente inspection du 25 septembre 2020

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conduite des installations frigorifiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le dispositif de conduite des installations est conçu de façon que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toutes dérives des paramètres de conduite par rapport aux conditions normales d'exploitation.</p> <p>L'exploitant détermine la liste des équipements et paramètres de fonctionnement importants pour la sécurité des installations, en fonctionnement normal, en fonctionnement transitoire ou en situation accidentelle. Les paramètres importants pour la sécurité des installations sont mesurés, si nécessaire enregistrés en continu et équipés d'alarme.</p> <p>Les équipements importants pour la sécurité sont de conception simple, d'efficacité et de fiabilité éprouvées. Ces caractéristiques doivent être établies à l'origine de l'installation, mais aussi être maintenues dans le temps. Les dispositifs sont conçus de manière à résister aux contraintes spécifiques liées aux produits manipulés, à l'exploitation et à l'environnement du système (choc, corrosion, etc.). Ces dispositifs et, en particulier, les chaînes de transmission sont conçus pour permettre de s'assurer périodiquement, par test, de leur efficacité.</p> <p>Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées pendant trois ans.</p> <p>Des consignes écrites doivent préciser la conduite à tenir en cas d'indisponibilité ou de maintenance de ces équipements.</p> <p>Des dispositions sont prises pour permettre, en toute circonstance, un arrêt d'urgence et la mise en sécurité électrique des installations. Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires. Les systèmes de mise en sécurité électrique des installations sont à sécurité positive.</p>

Constats issus de la précédente inspection du 25 septembre 2020

Les rapports d'expertise annuelle, réalisés par Engie Axima en 2019 et 2020, ont été communiqués à l'inspection. Le dernier rapport relatif à la salle des machines SDM6 fait apparaître qu'il est nécessaire de reprendre le calorifuge en sortie de détendeur HP/MP et que deux charnières de portes sont manquantes.

Pour la salle des machines SDM7 contrôlée le 7 février 2020, le contrôle des EIPS du compresseur n° 2 a été réalisé postérieurement en date du 10/09/2020. L'exploitant s'engage à informer l'inspection sur l'avancée du traitement des non-conformités relevées au niveau de la salle des machines SDM6.

Constats :

L'inspection a pu constater que le calorifugage en sortie de détendeur HP/MP a bien été refait, ainsi que les charnières de la porte du local.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Suites de la précédente inspection du 25 septembre 2020

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/11/2008, article 39 – Point 39.2

Thème(s) : Risques accidentels, Conditions météorologiques

Prescription contrôlée :

APC du 13/11/2008 - Article 39 - Point 39.2

L'établissement doit être équipé d'un (de) dispositif(s) indiquant la direction du vent, visible(s) de jour comme de nuit, non perturbé(s) par la présence des bâtiments.

Le (ou un) dispositif doit être visible du poste de dépotage d'ammoniac, de la porte d'accès à la salle des machines ammoniac, du poste de garde et de contrôle ainsi que de la voie d'accès des services d'intervention ou de secours.

APC du 24/09/2010 - Article 5 - Point 5.2

Un dispositif indiquant la direction du vent est rajouté côté nord de l'établissement. Ce dispositif :

- doit être visible de jour comme de nuit,
- doit être visible de la terrasse supportant les TAR (tours aéroréfrigérantes) et du portail d'accès à l'établissement (côté station de distribution de carburant),
- ne doit pas être perturbé par la présence des bâtiments.

Constats issus de la précédente inspection du 25 septembre 2020

Il a été constaté l'existence d'une manche à air à l'entrée sud-est du site. Un second dispositif a été déposé, car situé dans l'emprise de l'extension de la chambre froide CF8. En l'absence de cette seconde manche à air, l'exploitant précise que c'est le drapeau de la société, situé au nord du site, qui sert d'indicateur.

Il est apparu que le drapeau servant de dispositif indiquant la direction du vent n'était pas en place au nord de l'établissement.

Constats :

Lors de l'inspection, il a été constaté que les 2 manches à air étaient présentes. Cependant, celle positionnée au Nord de l'établissement semble être trop près du bâtiment et pas suffisamment en hauteur afin de pouvoir indiquer de manière fiable le sens et la vitesse du vent.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de repositionner, sous un mois, la manche à air présente au Nord de l'établissement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Suites de la précédente inspection du 25 septembre 2020

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/11/2008, article 19 – Point 19.1
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des eaux rejetées
Prescription contrôlée : Afin de s'assurer de la qualité du rejet des eaux usées et des eaux polluées ou susceptible de l'être, l'exploitant fait réaliser, sous sa responsabilité et à ses frais, au moins une fois par an et par un laboratoire reconnu, un prélèvement et une analyse, sur chacun des points de prélèvement mentionnés à l'article 18.3. Les éléments à contrôler sont pH, MES, DCO, DBO ₅ , hydrocarbures totaux. Les analyses sont effectuées sur des échantillons non décantés.
<u><i>Constats issus de la précédente inspection du 25 septembre 2020</i></u> Un bilan sur 24h a été réalisé les 27 et 28 janvier 2020. Plusieurs types d'eaux usées ont été contrôlées dans le cadre de ce bilan 24h, notamment : les eaux de l'aire de lavage des camions, les eaux usées sanitaires de la partie TFE et de l'atelier poids-lourds. Les eaux usées sont analysées et les résultats comparés aux seuils maximum de rejet définis par la convention signée avec le gestionnaire de la station d'épuration communale. Les résultats liés aux eaux usées ne comportent pas d'analyse des éventuels hydrocarbures rejetés à la station. L'exploitant précise qu'une nouvelle convention est en cours de rédaction et que la convention signée sera communiquée à l'inspection.
Constats : L'exploitant a présenté en séance le rapport du dernier bilan 24h (5-6 janvier 2026) des rejets aqueux du site réalisé par le laboratoire LPL. Les résultats indiquent des valeurs anormalement très élevées pour ce type d'activité (site logistique et de transport : essentiellement des rejets d'eaux pluviales de ruissellement sur la voirie + aire de lavage des camions), même si le site est raccordé à une station d'épuration externe : - DCO : 603 mg/l - DBO ₅ : 230 mg/l - MES : 245 mg/l

- Ammonium : 137 mg/l
- Azote global : 178 mg/l
- Phosphore total : 14,8 mg/l

Après échanges avec l'exploitant, et comme matérialisé sur la carte jointe par le laboratoire, il semblerait que les prélèvements aient été effectués dans un regard d'eaux vannes et non d'eaux pluviales. Même pour des eaux vannes, celles-ci paraissent également anormalement chargées.

A noter que concernant le débit des effluents rejetés, soit il se mesure, soit il s'estime à partir de la surface imperméabilisée du site et de la pluviométrie du jour. Il n'est pas admis de le calculer à partir des données transmises par le client, à savoir sa consommation d'eau par semaine en été et en hiver.

Enfin, l'exploitant n'a pas transmis la convention de raccordement en vigueur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant :

- sous 7 jours, de transmettre la convention de raccordement en vigueur ;
- sous 15 jours, de se rapprocher du laboratoire pour justifier le point de prélèvement et d'expliquer l'origine des concentrations importantes mesurées ;
- sous 2 mois, de procéder à un nouveau bilan 24h des eaux pluviales rejetées et d'en transmettre les résultats à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Suites de la précédente inspection du 4 novembre 2015

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58

Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel

Prescription contrôlée :

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées.

Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.

Constats issus de la précédente inspection du 4 novembre 2015

Certains points sont à améliorer :

<ul style="list-style-type: none"> - Création d'un accès direct entre les combles et la toiture terrasse de la salle des machines - L'achat supplémentaire d'une paire de scaphandre et ARI (appareil respiratoire isolant) - La possibilité d'avoir des émetteurs récepteurs radio dans les scaphandres pour améliorer la communication - Étudier la possibilité de mettre un éclairage intégré au scaphandre pour pallier le manque de visibilité dans les locaux - Fournir aux pompiers un plan d'accès de tous les niveaux des combles et du site <p><i>Demande N°1</i> : Suite à cet exercice, il a été relevé des points qui pourraient être améliorés. Il est demandé de fournir des précisions sur les actions entreprises et mises en place ou prévues pour y parvenir.</p>
<p>Constats :</p> <p>En réponse aux axes d'amélioration soulevés lors de l'exercice pompiers :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Création d'un accès direct entre les combles et la toiture terrasse de la salle des machines : non pertinent, l'exploitant a mis en place un système d'alarme dans les combles et de masque de fuite en pied de bâtiment que l'opérateur doit avoir sur lui pour tous travaux à réaliser dans les combles. - L'achat supplémentaire d'une paire de scaphandre et ARI (appareil respiratoire isolant) : à faire (cf. point de contrôle n°6 ci-dessus). - La possibilité d'avoir des émetteurs récepteurs radio dans les scaphandres pour améliorer la communication : impossible techniquement ou à un coût disproportionné. - Étudier la possibilité de mettre un éclairage intégré au scaphandre pour pallier le manque de visibilité dans les locaux : fait, lampes PETZL achetées. - Fournir aux pompiers un plan d'accès de tous les niveaux des combles et du site : fait.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Suites de la précédente inspection du 4 novembre 2015

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Protection foudre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée</p>

dans un délai maximum d'un mois après la vérification.

Constats issus de la précédente inspection du 4 novembre 2015

Nous demandons à la société STEF TRANSPORT de nous adresser, sous 2 mois, la copie du rapport de la vérification complète imposée à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, constatant la protection de l'entrepôt STEF TRANSPORT conforme aux dispositions de la Section III de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010. Notamment, la conformité de la protection des postes TGBT 1, 2, 3 et 4, par des para-foudres adaptés, devra y être constatée explicitement.

Constats :

L'exploitant a présenté en séance le rapport de vérification complète de protection foudre établi par la société INDELEC le 15 mai 2025, ainsi que le justificatif de levée de réserve du 19 novembre 2025 (prise de terre n°5).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Suites de la précédente inspection du 4 novembre 2015

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article Annexe I - points 4.3 et 4.9

Thème(s) : Risques accidentels, Détecteurs d'hydrogène

Prescription contrôlée :

Point 4.3

L'exploitant recense, sous sa responsabilité et avec l'aide éventuelle d'organismes spécialisés, les parties de l'installation présentant un risque spécifique pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation électrique.

Les parties d'installation présentant un risque spécifique tel qu'identifié ci-dessus, sont équipées de détecteurs d'hydrogène.

Point 4.9

Pour les parties de l'installation équipées de détecteur d'hydrogène, le seuil de la concentration limite en hydrogène admise dans le local sera pris à 25% de la L.I.E. (limite inférieure d'explosivité), soit 1% d'hydrogène dans l'air. Le dépassement de ce seuil devra interrompre automatiquement l'opération de charge et déclencher une alarme.

Pour les parties de l'installation identifiées au point 4.3 non équipées de détecteur d'hydrogène, l'interruption des systèmes d'extraction d'air (hors interruption prévue en fonctionnement normal de l'installation) devra interrompre automatiquement, également, l'opération de charge et déclencher une alarme.

Constats issus de la précédente inspection du 4 novembre 2015

L'arrêté ministériel du 29 mai 2000 permet l'absence de détecteur d'hydrogène sous réserves de remplir certaines conditions. Nous demandons à la société STEF TRANSPORT de justifier de cette absence, au regard des critères fixés par les articles 1.0.1, 4.3 et 4.9 des prescriptions annexées à

l'arrêté ministériel précité (batteries étanches ? automatisme de coupure de la charge électrique ?)
Constats : Le local dispose d'une extraction d'air permanente avec coupure automatique de la charge électrique en cas de problème.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Suites de la précédente inspection du 4 novembre 2015

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction d'incendie
Prescription contrôlée : <p>Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m³, sauf dérogation prévue à l'article 26 ter.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ; - tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ; - en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis. Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements ; - l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant. <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part. <p>Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant 2 heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels.</p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage

vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les effluents et eaux d'extinction collectés sont éliminés, le cas échéant, vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats issus de la précédente inspection du 4 novembre 2015

Il en ressort que la réflexion de la société STEF TRANSPORT sur la technique de confinement à mettre en œuvre n'est pas totalement aboutie.

En effet, d'une part, le choix entre la fermeture manuelle de la vanne et la mise en position Arrêt de la pompe de relevage n'est pas fait. D'autre part, la solution de la fermeture manuelle de la vanne, dans la configuration vue le 4 novembre 2015, met en danger -il nous semble- l'opérateur chargé de fermer la vanne, étant donné la configuration de la commande de la vanne (placée très basse, dans une cavité).

Demande N°4 : Nous demandons à la société STEF TRANSPORT de nous transmettre les documents et photographies qui attestent que les dispositifs de confinement des eaux d'extinction sont véritablement opérationnels.

Constats :

Les calculs selon les guides D9 et D9A de 2019 ont permis d'identifier un besoin en rétention des eaux d'extinction d'incendie de 350 m³ (bassin vide le jour de l'inspection à l'entrée du site). Ce bassin peut être obturé par l'arrêt de la pompe de relevage en sortie (bouton d'arrêt d'urgence avec panneau).

En partie Nord, le réseau de collecte peut également être confiné par une vanne guillotine asservie à la détection d'incendie. Elle peut être manipulée manuellement. Un panneau est présent.

Type de suites proposées : Sans suite